

Le gouvernement américain n'a pas l'intention de considérer Goose Bay comme étant excédentaire. Il a l'intention de conserver cette base.

Le même jour, c'est-à-dire le 21 janvier 1971, le même ministre annonçait publiquement que le Canada et les États-Unis avaient entamé des négociations en vue de renouveler le bail relatif à la base qui expire le 5 décembre de cette année. A maintes reprises, j'ai interrogé le ministre pendant ces 13 derniers mois. La réponse a toujours été: «les négociations se poursuivent.» Pourtant, une déclaration a été prononcée à Washington le 15 mars dernier par le major-général Joseph R. DeLuca, directeur du budget de l'aviation américaine, selon laquelle la base aérienne de Goose Bay allait être abandonnée.

On peut immédiatement concevoir que l'incertitude a régné parmi les habitants de cette région dès qu'ils ont appris que le bail était en cours de renégociation. Cette incertitude est actuellement encore plus aiguë du fait de la déclaration de Washington et de l'avenir incertain qui attend ces habitants. Leur avenir a été mis en suspens je pourrais dire paralysé et ils ont le droit indéniable d'exiger certaines assurances de leur gouvernement quant à ce que l'avenir leur réserve.

Environ 8,000 personnes habitent dans la région de Goose Bay-Happy Valley. Beaucoup y ont passé toute leur vie. Le gouvernement américain n'a aucun droit de les traiter de cette façon et le gouvernement canadien n'a aucun droit de lui permettre de procéder ainsi. La base constitue l'économie même de cette région. Si les Américains projettent de s'en retirer, le Canada devrait être prêt à les y remplacer et à suivre la recommandation faite il y a plus de deux ans par le comité permanent des transports et des communications, c'est-à-dire que son emplacement stratégique sur l'Atlantique-Nord en fait un endroit idéal pour la reprise de manœuvres défensives.

Le temps me manque pour répéter tous les arguments que j'ai présentés ici il y a 14 mois. J'exige simplement que le gouvernement donne certaines assurances à ces gens. Si le porte-parole du gouvernement a simplement l'intention de nous fournir une version délayée de sa réponse précédente, soit que les négociations se poursuivent, qu'il économise sa salive et rentre chez lui. Les négociations internationales ne m'intéressent pas. Par ailleurs je ne m'attends pas à ce que le gouvernement nous fournisse des détails sur des négociations qui n'ont pas encore abouties. Mais les habitants de Goose Bay et de Happy Valley s'inquiètent de leur avenir. Le gouvernement doit admettre qu'ils méritent une réponse et des assurances.

Le porte-parole du secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dira peut-être que son travail consiste à se préoccuper de la complexité de négociations, et le ministre de la Défense nationale que son affaire c'est la défense du pays. Cependant, je signalerai que ceux d'en face qui forment le gouvernement doivent s'intéresser aussi à la population. L'avenir de 8,000 habitants de ma circonscription est en suspens. Personne ne leur dit quoi que ce soit. J'espère qu'on me fournira des renseignements plus complets que ceux que je m'évertue à obtenir depuis 14 mois.

**M. J.-R. Comtois (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, il est normal que le député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Peddle) se préoccupe de l'avenir des activités de défense à la base militaire de Goose Bay qui revêt une importance considérable pour sa circonscription. L'accord prévoyant la location de certaines installations de cette base aux forces aériennes des États-Unis a été

conclu le 5 décembre 1952 pour une période de 20 ans, et il échoit donc le 5 décembre prochain.

Le député n'ignore pas comme nous tous que le gouvernement américain est en train de réduire son budget de défense. Un représentant militaire a récemment déposé en ces termes devant le comité sénatorial américain des subsides:

La structure de base du commandement de l'aviation stratégique sera modifiée durant l'année financière 1973. La base militaire aérienne McConnell, au Kansas, sera transférée du commandement de l'aviation tactique à celui de l'aviation stratégique. La base militaire aérienne Glasgo, au Montana, sera remise en activité et confiée au commandement de l'aviation stratégique en tant qu'installation gérée par contrat d'entreprise. La base aérienne de Goose, à Terre-Neuve, est censée disparaître progressivement.

Au cours des dernières semaines, le député de Grand Falls-White Bay-Labrador a interrogé tant le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) que le ministre de la Défense nationale (M. Benson) relativement à l'avenir de Goose Bay et à la participation américaine à cette base. On l'a informé chaque fois, et pas plus tard que le 26 avril dernier, comme en fait foi la page 1651 du hansard, que des pourparlers étaient en cours concernant l'avenir des activités américaines de défense dans cette base et qu'on lui donnerait de nouveaux éléments d'information aussitôt qu'on les obtiendrait.

Comme tous les gouvernements, celui des États-Unis se préoccupe aujourd'hui des frais et, dans ce cas particulier, de ce que coûte la base de Goose Bay. C'est pourquoi, il étudie avec nous la possibilité de modifier l'accord actuel de façon à réduire ces frais. Les pourparlers entre nos services militaires se poursuivent, mais il faudra attendre quelque temps pour en connaître les résultats.

#### LA SANTÉ—LA MONTÉE DES FRAIS MÉDICAUX—LES MESURES ENVISAGÉES

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, le 20 avril 1972, j'ai demandé au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) si, en raison de la profonde inquiétude provoquée par sa déclaration selon laquelle nous ne pouvions pas faire face aux frais médicaux et que l'on constatait un scandaleux gaspillage dans les services canadiens de santé, il ferait une déclaration à la Chambre pour mettre le Parlement au fait de la situation.

Il est indiscutable que les frais médicaux se sont élevés en flèche depuis 1963 jusqu'aujourd'hui. Ils atteignaient en 1959, un total de 1,290 millions de dollars. Dix ans plus tard, soit en 1969, ce chiffre a atteint 4 milliards de dollars. Les services médicaux coûtent aujourd'hui \$200 environ par personne et par jour et on estime que dans dix ans, ce coût dépassera \$600 par personne. S'il fallait une preuve de l'incompétence des gouvernements à diriger avec succès une entreprise, l'aveu de totale incapacité du nôtre à gérer de façon efficace les services de santé, suffirait amplement.

On cherche actuellement à faire fonctionner les services avec environ la moitié des médecins nécessaires, mettant ces derniers dans l'impossibilité de fournir des soins préventifs comme ils le feraient autrement, ou de soigner les gens dès le début de la maladie afin d'éviter qu'elle ne s'aggrave et ne les oblige à être hospitalisés, au coût de \$50 ou de \$60 par jour, souvent dans un cadre ultra-moderne qui est vite démodé. Bien des patients pourraient être soignés dans des chambres du style motel situées de part et d'autre d'un couloir central, sans ascenseurs et sans matériel compliqué. Ce serait une solution efficace